



Le Mot du Jeudi

Jeudi 23 Février 2022

LE MOT DE REPRISE DU JEUDI

**Lutte pour le droit des femmes, baisse des moyens, extrême-droite...
luttons pour sauvegarder le service public d'éducation**

Journée de lutte pour le droit des femmes

Le 8 mars tou-tes en grève !!



Le 8 mars, c'est la journée internationale pour les droits des femmes. Si la parole se libère de plus en plus, rien n'est fait sérieusement pour sanctionner les agresseurs et protéger les victimes qui ne se taisent plus et que nous croyons.

Les luttes féministes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais cette égalité est loin d'être effective. C'est pourquoi la journée du 8 mars ne se « fête » pas et n'est pas la « journée de la femme » mais bien celle de lutte pour les droits des femmes ! Continuons à nous mobiliser pour l'égalité !

SUD éducation appelle les personnels de l'Éducation nationale à se mettre massivement en grève et à participer aux mobilisations dans les départements :

Pour l'égalité salariale !

Dans l'Éducation nationale, les femmes gagnent 13,6% de moins que les hommes. On connaît les mécanismes qui engendrent ces inégalités : 78% des temps partiels concernent les femmes, les hommes prennent davantage d'heures supplémentaires, ils sont plus représentés dans les corps les mieux rémunérés et sont davantage promus par la hiérarchie.

Violences sexuelles et sexistes dans l'Éducation nationale : stop à l'impunité !

Chaque jour, en France, des femmes sont victimes de violences psychologiques, verbales, économiques, médicales, physiques ou sexuelles. Selon l'OMS, « une femme sur trois est victime de violence physique ou sexuelle ». On compte 113 féminicides en 2021 et 13 en janvier 2022.

Dans l'Éducation nationale, les violences sexistes sont communes, courantes et impunies. Si 1 femme sur 5 affirme avoir vécu des situations de violences au travail, seulement 5% porte plainte pour les dénoncer. Elles comprennent insultes, discriminations, harcèlement, menaces, chantage, mais aussi les agressions physiques et sexuelles. Les femmes les plus exposées au harcèlement sont celles qui subissent des discriminations liées à leur origine et à leur identité de genre et/ou leur orientation sexuelle. La loi du silence doit cesser dans l'Éducation nationale, nous exigeons que la parole des victimes soit entendue : dans chaque académie, dans chaque établissement scolaire, dans chaque école, des actions de prévention doivent être menées et des personnels doivent être en mesure d'entendre la parole des victimes.

Mon corps, mes choix, ta gueule !

Trop d'injonctions pèsent encore sur le corps des femmes et des minorités de genre : les remarques sur les tenues des élèves et les discriminations grossophobes en sont des preuves inacceptables.

De même, la question des identités trans met en lumière les problèmes que pose l'assignation de genre. Les personnes trans sont obligé·e·s de se battre quotidiennement pour faire valoir leur identité face aux discriminations et violences transphobes systémiques.

Enfin, partout dans le monde le droit à l'avortement est attaqué par le système patriarcal. Près d'une femme sur trois a recours à l'avortement au cours de sa vie. Le droit à l'avortement est un droit légitime et nécessaire pour l'égalité des femmes et des hommes.

Contre la récupération du féminisme par l'extrême-droite !

L'extrême-droite instrumentalise les luttes féministes contre les violences à des fins racistes. Le 8 mars, nous refuserons la récupération des luttes pour nos droits et pour l'égalité. L'extrême-droite porte un projet réactionnaire qui stigmatise les femmes, les personnes racisées et qui valorise l'ordre patriarcal et hétéronormatif contre les minorités de genre.

Au contraire, nous portons le projet d'une société émancipatrice dans laquelle chacun-e pourra déterminer librement sa sexualité et son genre.

SUD éducation revendique une véritable politique de lutte contre les inégalités salariales, les violences sexuelles et sexistes et les discriminations de genre !

Contre toutes les formes de sexisme, contre les discriminations LGBTIphobes au travail et ailleurs, SUD éducation appelle à participer massivement et à soutenir une grève inclusive et toutes les initiatives à l'occasion de la journée de luttes des femmes le 8 mars.

Retrouve le tract complet en cliquant [ici](#)

Agenda local :

- 5 mars : 15h-18h : Village féministe sur la place du Ralliement (Angers)**
- 8 mars : 15h40 : Grève féministe (occupation place du Ralliement à Angers avec Chorale, projection et prise de parole)**
- 18h : Départ manif**

Conditions de travail

DHG : suppression de postes et baisse des moyens : 440 postes en moins à la rentrée 2022 !



Depuis le début du mandat du ministre Blanquer, le démantèlement du service public d'éducation s'accélère. Dans le second degré par exemple, le ministre a supprimé 7900 postes, soit l'équivalent de 166 collèges. Les besoins sont criants en termes de personnels enseignant-es, d'AESH, de Vie scolaire, médico-sociaux, administratifs et techniques. En particulier, depuis mars 2020, la crise sanitaire nécessite des créations de postes en masse, pour faire face de manière durable à la pandémie, mais aussi pour compenser les inégalités scolaires qui se sont accrues avec celle-ci.

Cette période de l'année voit l'arrivée dans les académies, les départements puis les établissements des moyens pour la préparation de la rentrée 2022, avec les fameuses dotations horaires globales (DHG). Alors que la réforme de 2014 mettait en avant le tout-numérique, la contractualisation des moyens... force est de constater que les seuils d'élèves par classe ont explosé et que les difficultés scolaires se sont aggravées. Malgré ces problèmes évidents, le ministère organise, année après année, la casse d'une éducation dépouillée de moyens et soumise à des expérimentations managériales incapable de faire face aux difficultés des élèves et des personnels.

Le ministère poursuit son entreprise de casse du service public en supprimant 440 postes dans les collèges et les lycées à la rentrée 2022. L'Académie de Nantes perd ainsi 49 postes à la rentrée prochaine. Ces suppressions de postes aggravent les inégalités scolaires et sociales et conduisent à augmenter le nombre d'élèves par classe au détriment de la qualité de l'enseignement. Enfin, la mobilité des personnels est largement entravée par ces suppressions de postes.

Alors qu'il faut investir dans le service public d'éducation en créant des postes à hauteur des besoins afin de construire une école plus égalitaire à la hauteur des enjeux sociaux actuels, le ministre Blanquer préfère investir dans l'enseignement privé qui voit au contraire son budget augmenter.

SUD éducation revendique un plan d'urgence pour le service public d'éducation :

- des recrutements de personnels enseignant-es pour faire baisser le nombre d'élève par classe**
- des recrutements de personnels médico-sociaux avec un-e infirmèr-e et un-e assistant-e de service social à temps plein dans tous les établissements d'éducation prioritaire et dans les écoles**
- des recrutements de personnels de Vie Scolaire pour améliorer l'accompagnement des élèves**
- le retour de la carte de l'éducation prioritaire dans les lycées**
- une politique salariale à la hauteur : titularisation des précaires et augmentation des salaires**
- l'extension des primes REP et REP+ aux AED et AESH**

Retrouve le dossier DHG de Sud Education en cliquant [ici](#) et organisons la lutte pour réclamer plus de moyens

Campagne intersyndicale

Toutes et tous contre l'extrême-droite et ses idées !



À l'approche des élections présidentielles, l'extrême droite est quasi omniprésente dans les médias : Zemmour et Le Pen imposent les termes du débat public. 20 ans après les manifestations anti-Le Pen, les candidat·es d'extrême droite se sont hissé·es en haut des sondages d'opinion. Cette progression alarmante doit nous faire réagir afin de lutter contre la diffusion de leurs idées dans nos établissements.

L'école doit être un rempart social contre l'extrême droite

Avec le collectif Racine créé en 2013, le RN a tenté, sans succès, de s'implanter dans l'Éducation. Celui-ci a pour objectif de diffuser sa vision décliniste de l'école auprès des personnels. Les programmes du RN et de Zemmour pour l'école poursuivent deux objectifs :

- accentuer la ségrégation sociale en instaurant un service public d'éducation au rabais, ce qui a pour objectif d'organiser la fuite vers l'enseignement privé pour les élèves des classes supérieures.
- instrumentaliser le service public d'éducation pour diffuser une idéologie réactionnaire.

L'extrême droite soutient la politique de Blanquer

Depuis l'investiture de Jean-Michel Blanquer, le Collectif Racine n'a pas communiqué sur la politique destructrice du ministre. L'extrême droite de Le Pen à Zemmour est satisfaite

de l'action du ministre Blanquer et se félicite :

- de la priorité au développement de l'école privée, largement confessionnelle,
- des attaques contre la liberté pédagogique des enseignant·es afin d'uniformiser les pratiques,
- de l'aggravation de la sélection sociale et la mise en concurrence des élèves via les réformes des lycées et Parcours sup',
- de la liquidation de l'éducation prioritaire via une baisse drastique de moyens pour les établissements qui accueillent les élèves les plus défavorisés,
- de l'absence de véritable politique de prévention et de lutte contre les discriminations,
- du dévoiement de la laïcité pour diffuser des idées islamophobes.

Zemmour et Le Pen veulent une école qui consacre les inégalités et les discriminations

Mais l'extrême droite propose des mesures encore plus rétrogrades, dangereuses et inégalitaires que celles de Blanquer : en réalité, l'école n'est qu'un prétexte pour diffuser un discours xénophobe sur l'insécurité.

L'extrême droite instrumentalise le discours républicain pour diffuser ces idées inégalitaires

Le programme du RN diabolise les "banlieues" et crée un récit fantasmé de celles-ci. Il décline son Plan Banlieue en trois mots : "discipline", "sécurité" et "répression". Au contraire, SUD éducation et l'ensemble des organisations progressistes revendiquent le rétablissement des services publics dans les quartiers populaires avec un financement à la hauteur des besoins afin de garantir l'accès de tou·tes aux droits constitutionnels : le droit à l'éducation, à la santé, au logement... Les services publics et les droits sociaux sont le fondement d'une société qui garantit l'égalité de traitement entre tou·tes.

L'urgence pour l'éducation prioritaire n'est pas de développer les dispositifs d'excellence mais bien d'élever la qualité du service public d'éducation qui est largement dégradé dans les quartiers populaires du fait du manque de moyens.

Nostalgie du retour à l'école de la IIIe République : inégalités et autoritarisme au programme

La prose de Le Pen et celle de Zemmour mettent au jour une vision autoritaire et passiste de l'école. La première mesure du RN pour l'école est d'instaurer un uniforme ou une blouse à l'école et au collège pour les élèves. Pour sa part, Zemmour en appelle sur le site de son mouvement "Génération Z" à "une école sélective et méritocratique". Son modèle est explicite : il faut, pour Zemmour, sélectionner les élites prioritairement parmi les enfants des élites. Pour lui, la sous-représentation des enfants d'ouvrier·es et d'employé·es dans l'enseignement supérieur et en particulier dans les filières les plus sélectives, s'explique par leur manque de "mérite"

Pour SUD éducation, la question, est celle de rendre le service public d'éducation plus accessible aux élèves qui ont des difficultés scolaires et sociales plus importantes, et surtout pas de les exclure de l'école comme le propose l'extrême droite.

Néanmoins, les mesures autoritaires du RN ne concernent pas uniquement les élèves, mais également les personnels. L'une des mesures énoncées par le RN pour l'école concerne le lancement d'un "plan de contrôle des enseignements" afin que "les enfants aient bien accès à un enseignement conforme à nos valeurs". Le RN prône une instrumentalisation de l'école au service de son idéologie. Les valeurs du RN ne sont pas celles de l'école ni de ses personnels. Il est à craindre des fortes restrictions contre la liberté pédagogique des enseignant·es si l'extrême droite arrivait au pouvoir.

Les attaques contre les personnels ne s'arrêtent pas là car Zemmour attribue la soi-disant et très controversée "baisse du niveau de l'école" aux méthodes pédagogiques des enseignant-es qui ne pratiquent pas selon lui suffisamment le "modèle d'antan", c'est-à-dire "les méthodes traditionnelles d'acquisition des savoirs, le « par cœur », la leçon magistrale, l'autorité du maître."... SUD éducation s'oppose à cette conception rétrograde de l'enseignement et défend la diffusion des pédagogies émancipatrices.

L'extrême droite défend une conception nationaliste, sexiste et xénophobe de l'école

Pour l'extrême droite, de Zemmour à Le Pen, il faut mettre davantage en avant l'enseignement du français et de l'histoire, considéré comme "des fondamentaux". Cette obsession montre bien la méconnaissance du secteur de l'éducation par l'extrême droite, ainsi que sa volonté d'instrumentaliser l'école au service de son idéologie : il s'agit de "mettre en place un Roman national qui redonne des repères historiques, identitaires et culturels uniques à tous les petits Français" selon les mots du RN. Pour l'extrême droite, l'exaltation de la nation, c'est avant tout l'exclusion et la domination pour tou-tes celles et ceux qui n'entrent pas dans ce "roman national" homogène et unique. Au contraire, à l'école, on apprend aussi le vivre-ensemble et la tolérance. Le RN œuvre pour rendre invisibles les différences et uniformiser la population autour du fantasme de la nation française. La suppression des enseignements des langues et de culture d'origine (ELCO) et la volonté d'interdire les repas de substitution dans les cantines pour les élèves de confession musulmane va dans le sens d'une vision xénophobe de l'école.

Le programme de Zemmour est clair : "[il] estime que l'idéologie progressiste occupe une place trop importante dans les programmes scolaires de l'enseignement secondaire", c'est pourquoi il défend un programme composé des pires régressions sociales pour l'école : il dénonce la place des femmes dans les programmes d'histoire et de tous les enseignements qui permettraient de lutter contre les discriminations et de sensibiliser les élèves aux enjeux de la crise climatique. En octobre 2021, suite à la sortie de la circulaire concernant l'accueil des élèves trans en milieu scolaire, il disait vouloir interdire leur accès à l'école. Zemmour se fait ainsi la voix des groupes d'ultradroite, des suprémacistes blancs, des antisémites mais aussi des militant-es de la Manif pour tous qui le soutiennent activement.

Les personnels de l'Éducation doivent être un rempart contre l'extrême droite

L'extrême droite instrumentalise le discours républicain et la laïcité afin de véhiculer des idées contraires aux valeurs démocratiques de la République. Chacune des propositions du RN ou de Zemmour sur l'école a une visée raciste, islamophobe, nationaliste, autoritaire ou rétrograde.

Les personnels de l'Éducation nationale œuvrent chaque jour à construire une école émancipatrice pour les élèves mais aussi à construire la société de demain en sensibilisant les élèves à la lutte contre les discriminations, aux enjeux environnementaux mais aussi aux idéaux de justice sociale. Ces aspirations des personnels sont incompatibles avec le discours de l'extrême droite, qu'il soit celui de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour ou d'autres colporteurs-trices de haine.

SUD éducation porte cette démarche dans un cadre unitaire, notamment à travers la publication récente d'une tribune dans le quotidien Libération appelant les personnels à faire front contre l'extrême droite et ses idées.

Les personnels subissent depuis 5 ans l'action désastreuse d'un ministre autoritaire et ultra-libéral. L'extrême droite au pouvoir ne remettra pas en cause la politique de Blanquer : elle ne fera que l'accentuer en réprimant, en discriminant davantage jusqu'à mettre en danger la démocratie elle-même.

**Retrouve plus d'informations sur <https://www.education-contre-extreme-droite.fr/>
Retrouve l'analyse de SUD sur les programmes de l'extrême-droite en cliquant [ici](#)**

Pour nous contacter:

par mail contact@sudeducation49.org

par téléphone 02-41-43-19-07 (le jeudi)

Pour (ré)adhérer, c'est par là :

<https://sudeducation49.org/spip.php?article8>



Guillaume « Groncheux », Esther « Bio, ça marche bien », Anatole Strapontin maître Je(u)di, co-bureaucrates du jeudi

Si vous souhaitez vous désabonner de la liste, utilisez l'application <http://desabonnement.ac-nantes.fr> ATTENTION : ce lien n'est plus cliquable pour des raisons de compatibilité, copiez-le dans votre navigateur